

## Le territoire des luttes sociales

Yves Carrier

---

Number 797, July–August 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/88420ac>

[See table of contents](#)

---

**Publisher(s)**

Centre justice et foi

**ISSN**

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

---

**Cite this article**

Carrier, Y. (2018). Le territoire des luttes sociales. *Relations*, (797), 10–11.

## Décès d'Agustí Nicolau-Coll

Le 8 mai dernier, nous avons eu la tristesse d'apprendre le décès de notre collaborateur, collègue et ami Agustí Nicolau-Coll, mort subitement de maladie. Membre du comité de rédaction de *Relations* et responsable des activités publiques du Centre justice et foi de 2010 à 2017, il était retourné dans sa Catalogne natale en septembre dernier pour pouvoir s'investir à fond dans la cause de l'indépendance, qui lui tenait tant à cœur. Il aura vécu cette dernière année en profonde fidélité avec ses convictions. Une cérémonie a eu lieu le 10 juin dernier à Montréal pour permettre à ses proches n'ayant pas pu assister aux funérailles en Catalogne de lui rendre un dernier hommage et souligner son importante contribution à la communauté catalane du Québec. Toutes nos condoléances à sa famille.



leur donnent raison ou que le gouvernement s'en mêle, la majorité des tuteurs sont menacés de mise à pied.

Au-delà de la perte de 200 emplois d'enseignants et d'enseignantes hautement qualifiés, qui est en soi conster-

nante, les choix de la TÉLUQ et du SPPTU sont préoccupants à plus d'un égard. Tout d'abord, ils montrent la fragilité des conventions collectives pour lutter contre la privatisation de l'enseignement: si la filiale d'un institut marocain, pourtant non reconnu par le ministère de l'Enseignement supérieur, peut offrir en toute légalité des cours de langues dans une université québécoise, il y a potentiellement péril en la demeure pour l'ensemble des écoles de langue universitaires. Et ce péril n'est pas uniquement pour les employés: il concerne aussi les étudiantes et les étudiants qui feront les frais d'un encadrement moindre et, potentiellement, d'une formation à rabais, alors qu'ils et elles ignoraient ces conditions au moment de s'inscrire.

Ces choix montrent aussi l'inquiétante absence de solidarité entre le personnel enseignant permanent (les professeurs) et le personnel enseignant contractuel (les chargés de cours, dont les tuteurs). Le fait que les professeurs de la TÉLUQ aient pu s'entendre derrière des portes closes avec la direction sur le sort de leurs collègues tuteurs est alarmant. La lutte contre la marchandisation de l'éducation et, par le fait même, contre une formation à distance visant purement et simplement à engranger des profits, exige de s'élever au-dessus des considérations corporatistes. Faire des tuteurs du personnel jetable ne renforcera certainement pas l'institution qui, en créant des « professeurs sous contrat », a simplement déplacé la précarité d'un groupe vers un autre... en attendant la prochaine vague de sous-traitance. ☺

## LE TERRITOIRE DES LUTTES SOCIALES

*Le territoire a été un thème central du Forum social mondial tenu du 13 au 17 mars à Salvador de Bahia, au Brésil.*

### Yves Carrier

L'auteur, théologien, est coordonnateur du CAPMO à Québec

Un événement comme le Forum social mondial (FSM) de Bahia, au Brésil, est hors du commun: 60 000 participants et participantes –provenant presque en totalité du Brésil–, 1000 ateliers offerts, 19 axes thématiques proposés. Si le thème général du forum était «Créer c'est résister, créer c'est transformer!», le thème transversal qui, à mon sens, rend mieux compte de l'ensemble de cet espace de réflexion et de débat est celui du territoire: territoire nié, spolié ou revendiqué; territoire rural, urbain ou ancestral; territoire imaginaire, spirituel ou utopique; espace de liberté, source d'espérance et horizon utopique.

Que ce soit derrière les projets de permaculture, de coopératives d'habitation, de médias communautaires, de maisons de jeunes, de femmes, d'ânés, ou encore à travers les mobilisations des communautés afro-brésiliennes rurales et urbai-





Travailler au mieux-être collectif, c'est central.



Centrale des syndicats du Québec  
lacsq.org



Grande manifestation lors de la marche d'ouverture du Forum social mondial qui s'est déroulé du 13 au 17 mars 2018 à Salvador de Bahia, au Brésil. Photo: Flickr / Déja Chagas

nes –quilombos et terreiros–, des Autochtones de la forêt amazonienne et des sans-terre en lutte contre les grands propriétaires terriens, les compagnies minières ou les spéculateurs, l'appartenance à un territoire apparaît comme le vecteur d'une civilisation nouvelle. Il est à la fois support du droit à la vie, lieu d'habitation, source de travail, de loisir et de construction d'un devenir collectif. Rien de nouveau à cela depuis les *enclosures* qui ont marqué le début de la lutte des classes en Angleterre au XVII<sup>e</sup> siècle: le territoire a toujours été un enjeu central pour vivre et grandir dignement. Mais voilà, dans la plupart des pays du monde, l'espace se voit de plus en plus privatisé, clôturé, emmuré, accaparé par de puissants conglomérats qui chassent les paysans et les Autochtones de leurs terres.

Dans les mégapoles, les sans-toit revendiquent des logements pour vivre décemment pendant que d'autres réclament le droit de pouvoir circuler librement sans être l'objet de contrôle et de persécution de la part des forces de l'ordre. Aujourd'hui comme hier, territoire et droit se conjuguent devant l'abus de pouvoir des puissants et l'absence d'endroits décents pour les plus humbles qui sont jetés massivement en prison. La privation de liberté et la vente de son propre corps constituent la négation ultime du droit à son propre espace de dignité. Le système capitaliste, niant les droits des plus faibles, des exclus du marché, prétend prendre en charge l'eau, la terre, l'air, les ressources naturelles et les rapports sociaux, marchandisant tout sur son passage. Le

sentiment qu'éprouvent les pauvres et les victimes de l'exclusion sociale est celui de n'avoir de place nulle part, d'être indésirables et inexistants, invisibles dans le regard de l'autre, absents de ses préoccupations.

De même, l'espace démocratique de construction collective du bien commun dépend de la capacité d'analyser la réalité et de puiser à la mémoire collective, comme cela se fait dans le cadre du FSM, qui sert ainsi d'instrument de libération des « inédits possibles », comme disait Paulo Freire, se référant à des actions qui étaient même inimaginables avant la délibération collective. C'est pourquoi les arts et la culture sont des « territoires » permanents de lutte dont l'enjeu est l'interprétation du passé et du présent, pour déterminer des projets d'avenir. Décoloniser notre imaginaire, libérer notre espérance et permettre l'émergence de sociétés éprises de justice et de solidarité dans les rapports avec les autres et la nature sont les raisons d'être du Forum social mondial. Ainsi, la multitude des sujets abordés dans les ateliers, au-delà de la critique et de la dénonciation d'un système mortifère qui court à sa perte, ont proposé des centaines d'avenues possibles pour se donner des modes de vie organiques et solidaires, respectueux du droit de chaque être vivant d'occuper l'espace nécessaire à son plein épanouissement sans porter préjudice aux autres.

Je tiens à souligner la fierté retrouvée des populations noires et autochtones du Brésil, qui malgré tout ce qui les afflige continuent de chanter, de danser, de

créer, de résister et de transformer la réalité à l'insu d'une oligarchie qui se barricade derrière ses privilèges. En effet, depuis la destitution de la présidente Dilma Rousseff le 31 août 2016, Michel Temer, qui lui a succédé, et ses alliés nostalgiques de l'ancienne « esclavocratie » ont, entre autres choses, modifié le code du travail en abolissant plusieurs droits fondamentaux acquis de chaude lutte. L'âge de la retraite a été retardé de plusieurs années et les budgets en santé, en éducation et les dépenses sociales ont été gelés pour 20 ans. Cette décision a même été inscrite dans la Constitution du pays.

Mais à bien y regarder, les puissants sont des « nains » aliénés par leurs avoirs, et le géant qui se dresse et commence à marcher porte en lui la résilience millénaire de ceux et celles qui savent construire d'autres imaginaires pour s'approprier de nouveaux espaces de souveraineté. Si les reculs et les ressacs sont toujours possibles, le flot irrésistible d'un peuple en mouvement ne saurait être retenu bien longtemps. Les paroles d'une chanson célèbre de l'artiste brésilien Chico Buarque, s'adressant à la dictature militaire, restent toujours actuelles: « Malgré toi, demain sera un jour nouveau. » ☺

## Manifeste démondialiste

En cette année électorale au Québec, trois de nos collaborateurs, dont deux de notre numéro « Pour une démondialisation heureuse » (n° 793, décembre 2017) ont lancé, le 2 mai dernier, un *Manifeste québécois pour la démondialisation*. Les auteurs – Jonathan Durand Folco, Éric Martin et Simon-Pierre Savard-Tremblay – appellent la population québécoise à se réapproprier la souveraineté politique afin de rompre avec un ordre mondial imposé par le haut à travers les grandes institutions de la mondialisation capitaliste – telles que l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale – et les multinationales, qui exercent leur propre forme de souveraineté. Ils appellent ainsi à récupérer les leviers politiques nécessaires pour réaliser la démocratisation de l'économie de même que l'urgente transition écologique et le développement d'une réelle coopération internationale. Il est possible de signer le manifeste à l'adresse suivante: <[demondialisation.wordpress.com](http://demondialisation.wordpress.com)>.